

Maisons et Cités

Maisons & Cités SA d'HLM au capital de 558 228 553,92 €

Siège social : 196, rue Ludwig Van Beethoven - 59500 DOUAI

Adresse de correspondance (hors facturation) : Maisons & Cités, TSA 94321, 59359 Douai cedex

RCS DOUAI 334.654.035

Règlement de consultation

(Accord-cadre à bons de commande)

(Procédure Formalisée)

Objet :

**Accord-Cadre à bon de commande dans le cadre de la
location et la maintenance de distributeurs de boissons
chaudes et de fontaines réseau froide**

Référence

2	6	3	6	3
---	---	---	---	---

Cette consultation fait partie du dispositif « DUME »

La signature électronique est exigée pour la signature de l'accord cadre

Date Limite de Remise des Offres le mardi 26 mai 2026 à 11h30

ACCORD-CADRE PASSE PAR LOTS SEPARÉS

OBJET DE L'ACCORD-CADRE : Accord-Cadre à bon de commande dans le cadre de la location et la maintenance de distributeurs de boissons chaudes et de fontaines réseau froide.

L'accord-cadre est divisé en **2** lots définis ci-dessous.

Pouvoir adjudicateur : Maisons & Cités

Adresse : 196 RUE LUDWIG VAN BEETHOVEN

59500 DOUAI

Représenté par Monsieur Jean François CAMPION Directeur Général

Date **limite de réception** des offres : **mardi 26 mai 2026**

Heure : **11h30**

Horaires d'ouverture des locaux : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h30.

Fermeture exceptionnelle des bureaux le : vendredi 1^{er} mai 2026, vendredi 08 mai 2026, jeudi 14 mai 2026, vendredi 15 mai 2026 et lundi 25 mai 2026

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1 - Nature et étendue de la prestation :	4
1.2 - Mode de dévolution de l'accord-cadre :	5
1.3 - Durée de l'accord-cadre :	5
ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA PROCEDURE	5
2.1 - Procédure de passation :	5
2.2 - Contenu du dossier de consultation :	5
2.3 - Modifications de détail au dossier de consultation :	5
2.4 - Variantes libres – variantes imposees :	5
2.5 - Délai de validité des offres relatives à l'accord-cadre :	6
2.6 - Visite des lieux d'exécution des prestations :	6
2.7 - Accord-cadre réservé :	6
ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER	6
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES.....	7
4.1 - Pièces à produire au titre de la candidature :	7
4.2 - Pièces à produire au titre de l'offre :	8
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES ET CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE.....	9
5.1 - Jugement des offres :	9
5.2 - Attribution de l'accord-cadre :	11
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	13
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
ANNEXE – CONDITIONS d'ENVOI et de REMISE des PLIS	14
Remise des offres :	14
FICHE d'IDENTIFICATION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE	2

Lorsque les articles ne sont pas suivis par la nomination des codes civil et/ou du travail, ils se réfèrent au code de la commande publique

Le Pouvoir Adjudicateur encourage fortement les candidats à répondre directement en ligne, grâce au formulaire « DUME » S(simplifié), disponible via le profil acheteur <https://www.marches-securises.fr>

Qu'est-ce que le DUME (S) ?

- Grâce au service **DUME**, les candidats ne sont pas obligés de déposer les documents de la candidature,
- Le formulaire **DUME(S)** est généré automatiquement lors de votre réponse sur le profil acheteur, le **DUME** que vous avez créé ou allez créer est réutilisable pour chaque nouvelle consultation ou autre acheteur. Cependant, Il vous appartient de le mettre à jour suivant l'évolution de vos données financières, techniques, administratives, etc.
- Le **DUME (S)** disponible sur le profil acheteur, pré-rempli par le pouvoir adjudicateur et fusionné avec votre DUME, permet au candidat de bénéficier d'une reprise de ses données d'identité (raison sociale, forme juridique, dirigeant principal, adresse, chiffres d'affaires s'ils sont disponibles...) et permet au système de collecter auprès des administrations de référence les attestations et certificats,
- Lorsqu'il recourt au DUME(S), la candidat dépose par voie dématérialisée dans le dossier candidature du profil acheteur, le DUME fusionné composé de deux fichiers (format .XML et .PDF) et son offre dans le dossier offre du profil acheteur <https://www.marches-securises.fr>. Pour le modalités de dépôt des plis, les candidats sont invités à se reporter aux dispositions de l'annexe « Condition d'envoi et de remise des plis » du présent règlement de consultation.
- Le DUME (S) est utilisé par le candidat, afin de prouver de manière simple, et conformément au droit, qu'il n'entre pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner. Si l'offre est faite en groupement ou en cas de sous-traitance, chaque opérateur économique devra produire un DUME(S).

La partie II Information concernant l'opérateur économique, la partie III Motifs d'exclusion et la partie VI Déclaration finale seront complétés obligatoirement. L'opérateur économique s'assure que les documents justificatifs étayant les informations fournies seront accessibles par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Nature et étendue de la prestation :

La consultation engagée vise la conclusion d'un accord-cadre tel que réglementé par l'article L2125-1-1° et des articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique du 5 décembre 2018.

☒ L'accord-cadre a pour objet d'établir les termes régissant les bons de commande (R2162-13 et R2162-14) qui seront émis pour la réalisation des prestations suivantes : **Location et maintenance de distributeurs de boissons chaudes et fontaines réseau froide.**

Lieu d'exécution des prestations :

Les prestations s'effectueront sur l'ensemble des sites de Maisons et Cités dans la région, dont la liste est présentée au sein des pièces constitutives de l'accord-cadre.

Code CPV : 42968100-0 – Distributeurs de boissons

L'accord-cadre est conclu avec un maximum (sans minimum) :

☒ En valeur : maximum : 720 000,00 € (sur l'ensemble du marché, reconduction comprise, pour les deux lots, décomposés comme suit :

- ✓ **Lot n°1** : 150 000,00 € par an (600 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, reconduction comprise) ;
- ✓ **Lot n°2** : 30 000,00 € par an (120 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, reconduction comprise).

26363 - Accord-cadre FCS location et maintenance de distributeurs de boissons chaudes et fontaine à eau froide

1.2 - Mode de dévolution de l'accord-cadre :

L'accord-cadre est alloti :

- L'accord-cadre est divisé en **2** lots définis ci-dessous faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct.
 - ✓ **Lot n°1** : Location et entretien de distributeurs de boissons chaudes ;
 - ✓ **Lot n°2** : Location et entretien de fontaines à eau froide.

Les soumissionnaires déposeront leurs offres soit en tant que candidat individuel, soit en tant que membre d'un groupement et il ne peut pas être membre de plusieurs groupements.

☒ L'accord-cadre est mono-attributaire pour l'ensemble des lots.

1.3 - Durée de l'accord-cadre :

☒ La durée de l'accord-cadre figure à l'article 7.1 de l'accord-cadre. L'accord-cadre pourra être reconduit. Les modalités de la reconduction figurent à l'accord-cadre.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA PROCEDURE

2.1 - Procédure de passation :

Le présent accord-cadre est passé, dans le respect des dispositions du code de la commande publique du 5 décembre 2018 selon la procédure suivante :

Procédure d'appel d'offres ouvert (art R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique du 5 décembre 2018)

2.2 - Contenu du dossier de consultation :

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- ✓ l'avis d'appel public à concurrence relatif à la présente consultation ;
- ✓ le règlement de la consultation de l'accord-cadre ;
- ✓ l'accord-cadre à bons de commande et ses annexes éventuelles ;
- ✓ le Cahier des charges et ses annexes éventuelles :
 - Les cadre de mémoire technique des lots que le candidat sera dans l'obligation de renseigner ;
 - La liste des sites concernés par l'installation des machines.
- ✓ Le bordereau de prix unitaires relatifs à chaque lot valant Détail Quantitatif Estimatif.

2.3 - Modifications de détail au dossier de consultation :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 - Variantes libres – variantes imposées :

2.4.1 - Variantes libres à l'initiative du candidat :

☒ La proposition de variantes libres n'est pas autorisée.

2.4.2 - Variantes imposées exigées le pouvoir adjudicateur :

2.4.2.1– Cas des variantes imposées exigées par le pouvoir adjudicateur portant sur une alternative technique à la solution du dossier de consultation :

- ☒ Le dossier de consultation ne comporte aucune variante imposée exigée par le pouvoir adjudicateur portant sur une alternative technique

2.5 - Délai de validité des offres relatives à l'accord-cadre :

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours (cent quatre vingt jours) à compter de la date limite de remise des offres.

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date fixée pour la remise de l'offre finale.

2.6 - Visite des lieux d'exécution des prestations :

- ☒ Aucune visite des lieux obligatoire n'est prévue.

Toutefois, les soumissionnaires étant réputés connaître les lieux d'exécution pour la remise de leur offre, ils sont libres de se rendre sur les lieux d'exécution par leurs propres moyens.

2.7 - Accord-cadre réservé :

- ☒ Le lot (l'accord-cadre) n'est pas réservé

2.8 - Réalisation de prestations similaires – supplémentaires (modification du marché en cours d'exécution) :

Ces dispositions sont reprises à l'acte d'engagement valant CCAP.

2.9 - Clause d'insertion par l'économie :

L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, est invitée pour l'exécution du présent marché à proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (bénéficiaires des minima sociaux, jeunes en difficulté d'insertion, chômeurs de longue durée).

Un opérateur économique qui refuserait cette condition d'exécution verrait son offre déclarer irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Les facilitateurs désigné(s) dans le présent marché se tiennent à la disposition des titulaires pour les assister dans la mise en œuvre de la clause d'insertion.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER

Le dossier de consultation des entreprises n'est pas disponible sur support papier

Le pouvoir adjudicateur informe les soumissionnaires que le dossier de consultation des entreprises est **librement et uniquement accessible par voie dématérialisée** sur la plateforme <https://marches-securises.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- .doc, docx ou .xls, xlsx ou .ppt, .pptx (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le soumissionnaire est invité à renseigner le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le soumissionnaire ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout soumissionnaire de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le soumissionnaire est invité à se rapprocher de la hotline technique au 04 92 90 93 27.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces énumérées ci-après.

L'ensemble des documents fournis par les candidats (candidature et offre) devront être rédigés en langue française. A défaut, ces documents devront être accompagnés d'une traduction en français.

Les candidats retenus seront invités, après attribution du marché, à signer leur offre à l'aide d'un certificat de signature électronique au format PADES exclusivement et à fournir l'ensemble des preuves liées aux interdictions de soumissionner conformément à l'**article 5.2 du présent document**.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats d'expliquer et/ou de compléter leur dossier de candidature pour toutes pièces ou informations dont la présentation était réclamée. À défaut de produire ces documents dans le délai imparti, la candidature sera déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

4.1 - Pièces à produire au titre de la candidature :

Dans le cas où l'entreprise formulerait une offre pour plusieurs lots, les pièces relatives à la candidature seront communes à tous les lots.

- a) **La lettre de candidature** sur la base du formulaire DC1 disponible à l'adresse : https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimables/DC1-2019.doc

En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G).

- b) **La déclaration du candidat** sur la base du formulaire DC2 disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimables/DC2-2019.doc

Le candidat veillera à compléter son chiffre d'affaires global hors taxes portant sur les trois derniers exercices disponibles dans la rubrique appropriée.

Les entreprises nouvellement créées qui ne peuvent justifier du chiffre d'affaires des trois dernières années pourront apporter la preuve de leurs capacités financières par tout autre document équivalent laissé à la seule appréciation du pouvoir adjudicateur.

- c) **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- d) **L'attestation d'assurance** de Responsabilité Civile Professionnelle en cours de validité.

- e) **Une liste des prestations de même nature** que le(s) lot(s) auquel le candidat soumissionne exécutés au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les pièces mentionnées ci-avant b à e seront fournies pour chaque entreprise.

En application de l'article R2143-12 du Code de la commande publique, pour justifier de leurs capacités, les candidats peuvent demander que soient également prises en compte les capacités d'un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, ils devront justifier des capacités de ce(s) sous-traitant(s), en fournissant, pour chacun d'entre eux :

- Les renseignements prévus en c) à e) ci-dessus ;
- Le chiffre d'affaires global hors taxes des trois derniers exercices disponibles ;
- La preuve que le candidat disposera effectivement de ses capacités pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

CAS PARTICULIER DU DUME : Les preuves de capacité visées aux points c) à e) ci-dessus seront obligatoirement à produire en accompagnement du DUME.

4.2 - Pièces à produire au titre de l'offre :

Votre réponse sera constituée uniquement de :

- 1) **L'acte d'engagement valant CCAP** AU FORMAT WORD et ses annexes dûment complétées :
 - a) Annexe insertion,
 - b) Fiche de renseignements.
- 2) **Le Bordereau de Prix Unitaires valant** Détails Quantitatif Estimatif à renseigner dans son intégralité pour chacun des lots dont un exemplaire **AU FORMAT EXCEL, ainsi que la quantification de la variante.**
- 3) **Le cadre de mémoire technique** pour chacun des lots, lesquelles devront être entièrement complétées et tiendront lieu de mémoire technique.

Dispositions particulières relatives à l'organisation d'une dégustation :

Les candidats qui auront remis une offre régulière et appropriée dans le délai imparti seront convoqués via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur afin de soumettre leurs produits à une dégustation.

Il n'est pas demandé aux candidats d'être présents à la dégustation.

A cet effet, les candidats concernés seront convoqués et devront procéder à la livraison de l'ensemble du matériel au maximum vingt-quatre heures avant la date de dégustation arrêtée par le pouvoir adjudicateur.

La convocation mentionnera :

- ✓ La date et l'heure de convocation ;
- ✓ L'adresse et le lieu de dégustation qui sera situé dans le patrimoine géré par Maisons et Cités.

Les candidats devront procéder, pour les dates et heure de la dégustation, à la livraison des éléments suivants : Un ensemble de consommables représentatif des produits chiffrés dans l'offre, permettant au pouvoir adjudicateur de goûter les différentes boissons proposées par le candidat.

Le candidat livrera les consommables en nombre suffisant afin de permettre à l'ensemble des testeurs (une quinzaine) de procéder à la dégustation.

Le candidat prendra toutes les précautions afin de permettre une livraison dans les délais et de manière totalement sécurisée.

Les consommables devront pouvoir être identifiés par type de produit, sans laisser transparaître d'éléments permettant aux testeurs d'identifier le candidat en question (marque, publicité, etc...).

La dégustation se déroulera au selon les conditions décrites au cahier des charges (**article 1.3 – Offre de boissons et dégustation**).

Après la dégustation, le pouvoir adjudicateur contactera l'ensemble des candidats afin d'organiser les modalités de restitution de l'ensemble du matériel et, le cas échéant, des consommables non utilisés.

Les candidats ne pourront exiger aucun dédommagement ou indemnité de la part du pouvoir adjudicateur pour la participation à cette dégustation.

Le non-respect de l'une de ces conditions énumérées ci-dessous par le candidat entraînera le rejet de l'offre.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES ET CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE

L'acheteur analysera les offres avant les candidatures comme le permet l'article R2144-3.

Si le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché et dont les capacités techniques, humaines et financières s'avèreraient insuffisantes, le soumissionnaire suivant (dans l'ordre du classement) serait alors sollicité.

5.1 - Jugement des offres :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

Pour le lot n°1 : Location et entretien de distributeurs de boissons chaudes

N°	Libellé du critère	Pondération
1	Prix des prestations	45 %
2	Critères Techniques et Environnementaux	35 %
3	Qualité gustative	20 %

Le critère n°2 « **Critères techniques et environnementaux** » sera apprécié au travers du mémoire technique rédigé en cohérence avec la consultation. Dans ce document exigé devra apparaître les éléments suivants, qui constitueront les sous-critères :

N°	Libellé du sous-critère	Valeur en points
2.1	Choix des machines proposées et performance	30,00
2.2	Organisation des livraisons, restitutions et gestion du parc. Gestion des entretiens/pannes ainsi que du service après-vente	30,00
2.3	Gestion de la mise à disposition des consommables	30,00
2.4	Engagements environnementaux pris pour le compte des besoins de Maisons & Cités dans le cadre du présent accord-cadre	10,00
		100,00

Pour le lot n°2 : Location et entretien de fontaines à eau froide

N°	Libellé du critère	Pondération
1	Prix des prestations	45 %
2	Critères Techniques et Environnementaux	55 %

Le critère n°2 « **Critères techniques et environnementaux** » sera apprécié au travers du mémoire technique rédigé en cohérence avec la consultation. Dans ce document exigé devra apparaître les éléments suivants, qui constitueront les sous-critères :

N°	Libellé du sous-critère	Valeur en points
2.1	Choix des machines proposées et performance	30,00
2.2	Organisation des livraisons, restitutions et gestion du parc. Gestion des entretiens/pannes ainsi que du service après-vente	30,00
2.3	Gestion de la mise à disposition des consommables	30,00
2.4	Engagements environnementaux pris pour le compte des besoins de Maisons & Cités dans le cadre du présent accord-cadre	10,00
		100,00

Critère n°1 « Prix des prestations » - est calculé par application de la formule suivante :

$$\text{Note du prix pondéré} = 100 \times \frac{\text{Montant de l'offre la plus basse}}{\text{Montant de l'offre analysée}} \times \text{pondération}$$

Les offres anormalement basses au sens de l'article L2152-5, L2152-6, R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique du 5 décembre 2018 ne sont pas prises en compte dans le calcul.

Il est indiqué aux candidats quz l'ensemble du prix des consommations de boissons chaudes est pris en charge par Maisons & Cités.

Toutefois, Maisons et Cités se réserve la possibilité d'imputer une part des dépenses directement aux salariés.

Le candidat chiffrera dans son bordereau de prix unitaire le prix du matériel implémenté du système digital permettant de mettre en place cette prise en charge partielle.

L'analyse des prix ne s'effectuera que sur la prise en charge totale par Maisons et Cités des loyers et des consommables.

Les critères n°2 « Techniques et environnementaux » et n°3 « Qualité gustative » - seront calculés par application de la formule suivante :

$$\text{Note totale pondérée valeur technique} : \text{note totale} \times \text{pondération}$$

Pour la notation du critère, il est indiqué aux candidats que chaque encart du cadre de mémoire technique se doit de faire l'objet de deux pages maximum, en police Arial 10 interligne 1,5.

Au-delà de deux pages par encart, chaque dépassement d'une page sera sanctionné par **le retrait d'un point sur le critère n°2.**

Les candidats sont informés que leur offre sera éliminée (offre irrégulière) :

✓ En cas d'attribution d'une note de 0 à l'un des sous-critères précisés ci-dessus;

et / ou

✓ En cas d'attribution d'une note globale inférieure à la moitié de la note maximale sur les critères n 2 et 3.

Demande de précisions en cas d'absence de négociation :

Seules sont possibles des demandes d'éclaircissement d'une offre qui présente certaines incohérences ou ambiguïtés, sans que ces dernières ne la rendent pour autant irrégulières. Les précisions apportées doivent permettre au pouvoir adjudicateur de comparer les offres, dans le respect de l'égalité de traitement des soumissionnaires et sans affecter le jeu de la concurrence.

Régularisation :

Pour les procédures sans négociation :

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Des précisions pourront être demandées au soumissionnaire lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée.

La régularisation des offres irrégulières (offre irrégulière = « offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ou qui méconnaît la législation applicable »), ne pourra avoir lieu dans les cas suivants :

- ✓ Pièces financières non remises ;
- ✓ Mémoire technique non remis ou aucun élément du mémoire technique remis dans l'offre.

À l'issue de la régularisation ou non, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

Offre anormalement basse :

Dans le cas où leur offre paraîtrait potentiellement anormalement basse et conformément aux dispositions de l'article R2152-3 du code de la commande publique du 5 décembre 2018, les soumissionnaires devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées lors de l'analyse.

Si les informations fournies ne permettent pas de justifier son prix, y compris pour la part du marché qu'il envisage de soustraire l'offre sera rejetée.

Conformément à l'article L2152-6 du code de la commande publique il sera fait application du dispositif suivant.

Détection des offres potentiellement anormalement basses :

- ✓ L'acheteur calcule la moyenne des offres des entreprises ,
- ✓ Les offres se situant 20 % au-dessus de cette moyenne sont considérées comme anormalement hautes et sont neutralisées pour le calcul suivant,
- ✓ Une nouvelle moyenne est calculée, excluant ces offres anormalement hautes,
- ✓ Sont détectées suspectes, car spécialement basses, les offres dont le prix se situerait au- dessous de 10 % par rapport à la nouvelle moyenne.

5.2 - Attribution de l'accord-cadre :

Si le Pouvoir Adjudicateur n'arrive pas à récupérer en totalité ou partiellement, les documents des Administrations du titulaire, des membres d'un groupement ou du sous-traitant, lors de la fusion du DUME (A)cheteur et du DUME (O)pérateur (E)conomique au moment du dépôt de pli, ou dans le cas d'une candidature classique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira sur le profil acheteur <https://marches-securises.fr>, dans les conditions définies aux articles R2143-5 à R2143-10 et avant la date et heure limite fixée par le pouvoir adjudicateur dans la lettre d'information des entreprises retenues :

- 1) Attestations Urssaf de moins de 6 mois (ou MSA) ;
- 2) Certificat de régularité fiscale récente ;
- 3) Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3, son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système

électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés ;
- Lorsque le candidat est en cours d'inscription, il produit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (RCS ou RM).

- 4) Pour les entreprises non enregistrées dans la base fournisseur du pouvoir adjudicateur, un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle sur courrier à entête, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- 5) Un RIB ;
- 6) Le cas échéant, lorsque l'attributaire (*) est établi hors de France ou lorsque l'attributaire (*) recourt au travail détaché dans le cadre d'une mobilité intra-entreprise ou intragroupe, ou via une entreprise de travail temporaire étrangère, une attestation sur l'honneur précisant l'engagement de l'attributaire à produire la copie de la déclaration préalable au détachement et la désignation du représentant en France préalablement à tout détachement conformément au Code du travail.

(*) Il peut s'agir du titulaire unique, du(des) cotraitant(s) et/ou du(de leurs) sous-traitant(s)

Réglementation [R1263-3 du code du travail](#) modifié par le décret [2019-555 du 4 juin 2019](#) : Le cas échéant, lorsque l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux [articles L. 1262-1 et L. 1262-2](#) du code du travail, fournit une copie de la déclaration, préalable au détachement qu'il a fourni à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et une copie du document désignant son représentant ([R.1263-2-1 du code du travail](#)).

- 7) Liste des travailleurs étrangers ou déclaration d'absence d'emploi de travailleurs étrangers :

Réglementation : application des articles [L 8254-1](#) et [D 8254-2 à 5](#) du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le soumissionnaire et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article [L 5221-2-2°](#) du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

- 8) Procès-verbal du comité social et économique relatif à la santé, la sécurité et les conditions de travail au sein de l'entreprise prévu par l'article L.2312-27 du code du travail (entreprises d'au moins 11 salariés, dès lors que le comité sociale économique a été mis en place, celui-ci devant l'être, en principe, au plus tard le 31 décembre 2019).

Réglementation : Procès-verbal de la réunion du comité consacrée à l'examen du rapport annuel relatif à la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise, ainsi que du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail.

- 9) L'attestation de responsabilité civile décennale en cours de validité, et le cas échéant, l'attestation de responsabilité civile professionnelle en cours de validité si celle remise lors de la soumission n'est plus valide.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du potentiel attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le soumissionnaire suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Signature de l'offre de l'attributaire :

Les candidats sont informés que la signature électronique du marché est imposée dans le cadre de la présente consultation.

Par conséquent, les entreprises attributaires d'un marché seront invitées à signer électroniquement au format PADES exclusivement, les documents suivants : l'acte d'engagement et ses annexes.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

La remise des offres électroniques sera effectuée selon les conditions de l'annexe « Conditions d'envoi et de remise des plis » joint en annexe au présent règlement de la consultation.

Seule la réponse électronique est autorisée. Tout pli papier sera déclaré irrégulier. Néanmoins, ils pourront être régularisés conformément à [l'arrêté du 22 mars 2019](#) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (renseignements administratifs et / ou techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres une demande écrite via la plateforme de dématérialisation, à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Une réponse sera alors adressée, sur cette même plateforme, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres à l'ensemble des entreprises ayant retiré le dossier en s'étant identifié.

ANNEXE – CONDITIONS d'ENVOI et de REMISE des PLIS

Le Pouvoir adjudicateur exige des soumissionnaires d'adresser leur offre sous la forme dématérialisée :

DUME (Document Unique de Marché Européen) (cf. Règlement d'Exécution 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016).

La présente consultation est lancée en mode **DUME**.

Cela signifie que les candidats se verront proposer, en amont du dépôt de leurs autres documents de candidature et/ou d'offre, un formulaire DUME partiellement prérempli (le remplissage de certains champs du DUME est automatisé à partir du numéro SIRET de l'entreprise).

Pour candidater en mode DUME(S)implifié, cliquez sur **CANDIDATURE DUME**

Si le candidat est un groupement momentané d'entreprises, il appartient au mandataire de récupérer, auprès de ses cotraitants, autant de DUME que de cotraitants. Les DUME des cotraitants peuvent être générés sur la plate-forme <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Le DUME remplace les actuels DC1 et DC2.

Néanmoins, il est possible de candidater en mode « classique », pour cela il convient de cliquer sur **CANDIDATURE CLASSIQUE**

La génération d'un DUME résulte en deux fichiers de formats différents : un DUME.xml et un DUME.pdf.

Le format XML constitue un ensemble de données structurées, c'est l'original.

Le format PDF est une copie conforme plus aisément lisible pour un opérateur que le format natif XML.

Il convient d'insérer, dans le dossier de candidature, les deux fichiers (XML et PDF) pour chaque DUME.

Dans le cas d'une offre avec un dépôt de candidature avec le DUME, il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les soumissionnaires à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen (DUME) qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. Il lui suffit de compléter le dossier offre avec les pièces demandées.

Remise des offres :

1. Conditions de la dématérialisation :

Les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation (DLRO). L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

✓ Formats :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- .ZIP (compression et regroupement de fichiers)
- .PDF (Adobe®, Acrobat®, PDFCreator)
- .DOC ou .DOCX, .XLS ou .XLSX, .PPT ou .PPTX de Microsoft Office,
- .DWF (Autodesk - pour plans),
- .XML pour le DUME uniquement,
- ou encore pour les images .BMP (Bitmap), .JPG, .GIF.

Toutefois pour des raisons de compatibilité avec certaines polices d'écritures et éviter les modifications de mise en page lors d'ouverture des documents .DOC ou .DOCX par le Pôle commande publique, il est souhaitable de les convertir en fichier PDF.

Pour réduire le temps de transmission des fichiers, il est souhaitable également de convertir les documents avec un logiciel plutôt qu'un scanner ou une photocopieuse.

Les documents sous format excel, mis à disposition par le pouvoir adjudicateur **BPU, DQE et DPGF** doivent être retournés en formats .XLSX ou .XLS.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de son offre préalablement par un anti-virus.
- **Ne pas utiliser les formats de compression de fichiers .7z de WinZip et .RAR de WinRAR non pris en charge par le profil acheteur.**

✓ **Virus :**

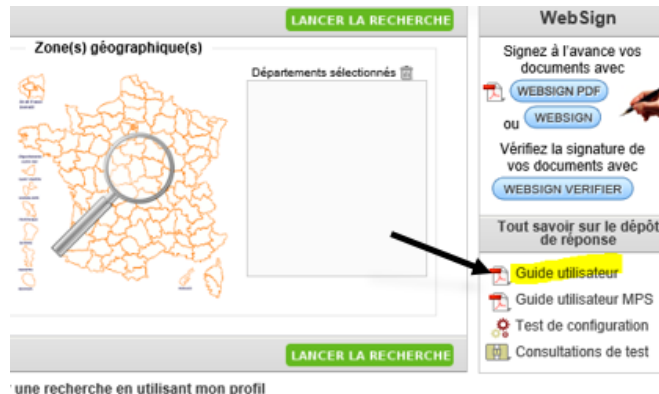
Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le Pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le Pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

2 - Modalités d'envoi des propositions :

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web <https://www.marches-securises.fr> accessible après saisie de l'identifiant et mot de passe.



Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Il est donc conseillé de prévoir un délai raisonnable pour les différentes étapes liées à la transmission d'une offre électronique, afin de respecter la date et l'heure limites de réception des offres.

A titre indicatif : le débit ascendant (utilisateur vers internet) est en général 5 à 10 fois inférieur au débit descendant (internet vers utilisateur).

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Toute opération effectuée sur le site <https://www.marches-securises.fr> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

✓ **Signature :**

La signature électronique du marché est exigée dans le cadre de la présente consultation.

La signature électronique du marché interviendra uniquement après attribution du marché sur invitation de Maisons et Cités.

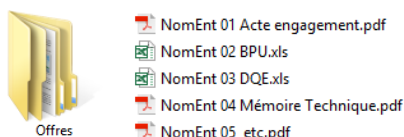
Les candidats doivent par conséquent s'assurer qu'ils seront en possession d'un certificat de signature électronique au format PADES exclusivement au plus tard à cette date.

Les candidats pourront se rapprocher du profil d'acheteur « marches-securises.fr » pour être accompagnés dans l'acquisition de cet outil.

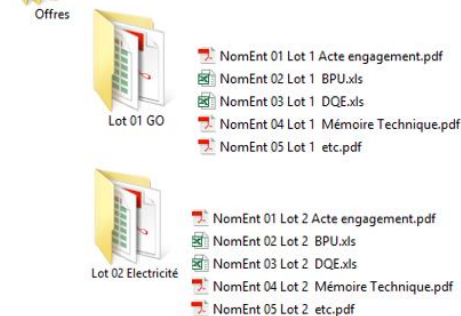
✓ **Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer :**

Il est conseillé de numéroté les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par le Pouvoir Adjudicateur.

Les documents constitutifs de l'offre doivent être regroupés dans un répertoire intitulé Offre ils devront être identifiables individuellement, numérotés et ne devront pas être regroupés dans un seul pdf.



Dans le cas de lots, le répertoire contenant tous les documents relatifs à l'offre sera intitulé Offres et pour chaque lot un sous-dossier intitulé n° lot et libellé contenant les documents de l'offre identifiables individuellement, numérotés et ne devront pas être regroupés dans un seul pdf.



La plate-forme <https://www.marches-securises.fr> se charge de zipper (compresser – regrouper) les répertoires ci-dessus pour obtenir un seul fichier ZIP à destination du pouvoir adjudicateur.

✓ **Copie de sauvegarde :**

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sur support électronique (USB, DVD, CD) ou papier dans les conditions ci-dessous avant les jours et heures inscrits sur la première page du présent règlement de consultation.

⚠ Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres.

⚠ L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « **COPIE DE SAUVEGARDE** ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Lorsque le soumissionnaire aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si ([l'arrêté du 22 mars 2019](#)) :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les offres transmises par voie électronique,
- si l'offre informatique est reçue incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de remise des offres.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera écarté et détruit par l'acheteur, si un programme informatique malveillant y est détecté.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le Pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Adresse :

Maisons & Cités SA d'HLM

DAJ – Service Commande publique

196, rue Ludwig Van Beethoven - 59500 DOUAI

Offre pour l'affaire n°26363

Objet : Accord-Cadre à bons de commande pour la location et maintenance de distributeurs de boissons chaudes et fontaine réseau eau froide.

Lot n°: _____

Nom du Candidat : _____

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

✓ **Assistance** :

Pour toute question ou difficulté relative au dépôt de réponses électroniques, le soumissionnaire est invité à se rapprocher de la hotline technique au : **04 92 90 93 27**.

ANNEXE – INSERTION SOCIALE

➤ **Article 1er – Les principes :**

L'entreprise retenue pour l'exécution du présent marché s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, à savoir, notamment :

• **Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :**

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
- Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
- Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

• **Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :**

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi ;
- Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Il est rappelé que l'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. En conséquence, il convient impérativement de prendre attache auprès du facilitateur territorialement compétent dont les coordonnées sont précisées ci-dessous.

Maisons & Cités se tient à la disposition des entreprises attributaires pour tous problèmes ou questions relatives à la mise en œuvre opérationnelle de cette obligation contractuelle.

En outre, le facilitateur, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH), de Maisons & Cités ou de tout autre partenaire du territoire.

En tout état de cause et avant tout recrutement, l'entreprise attributaire (entreprise unique ou groupement) est dans l'obligation de faire valider par le facilitateur l'éligibilité des profils des personnes identifiées faute de quoi les heures réalisées ne seraient pas comptabilisées dans le cadre de l'obligation contractuelle liée à la clause d'insertion.

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion et d'accompagner les entreprises attributaires, celles-ci sont invitées à se rapprocher du facilitateur compétent sur le territoire de l'EPCI dont les coordonnées sont présentées dans l'acte d'engagement valant CCAP.

Le facilitateur aura notamment pour missions :

- D'assister les entreprises pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion ;
- D'accompagner l'entreprise attributaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence, ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, recours au GEIQ BTP, ...) ;
- De fournir la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique susceptibles d'être concernés par les lots du marché ;
- De proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés ;
- De valider les profils proposés par les entreprises attributaires ;
- De contribuer à une meilleure insertion des demandeurs d'emploi, et participer, ainsi, à la lutte contre le chômage ;
- De faciliter la pérennisation des emplois ;
- De réaliser à partir de la date prévisionnelle de démarrage des prestations, des actions de formation professionnalisantes préalables à l'embauche, en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle tels que : la DDTEFP, le Conseil Régional, le Conseil Départemental ;
- De faciliter le recrutement local des entreprises et répondre à leurs besoins de main-d'œuvre qualifiée ;
- De suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises ;
- De déterminer en lien avec Maisons & Cités les pénalités applicables en cas de non-respect de l'engagement contractuel.

➤ **Article 2 – Objet de l'insertion :**

A l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire s'engage à réserver une action d'insertion au bénéfice d'emplois d'insertion en faveur des publics prioritaires mentionnés ci-dessus dont le taux est indiqué ci-dessous.

Le taux d'insertion appliqué au montant Hors Taxe du marché est défini dans l'annexe à l'acte d'engagement valant CCAP.

Les modalités de calcul du nombre d'heures d'insertion sont définies en annexe au marché.

➤ **Article 3 – Les modalités de l'insertion :**

Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de participation sont offertes aux entreprises :

- 1ère option - la mutualisation des heures d'insertion :

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une association intermédiaire (AI), d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

- 2ème option - le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) :
Dans le cas de la co-traitance, l'entreprise classique et l'entreprise d'insertion répondent en commun à la consultation.
- 3ème option - Le recrutement direct de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières :

➤ **Article 4 – L’insertion à l’issue du marché :**

Pendant et à l’issue de l’accord cadre, le titulaire s’engage à faciliter les contacts des partenaires de l’opération avec les personnes en postes d’insertion et à transmettre à la demande du facilitateur, les documents nécessaires à l’évaluation du dispositif.

A l’issue de l’accord cadre, l’entreprise titulaire du marché s’engage à étudier toutes les possibilités d’embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

➤ **Article 5 – Présentation des documents :**

- L’action d’insertion sera présentée par l’entreprise à partir de l’annexe à l’acte d’engagement « insertion par l’économique » ;
- La non-exécution de la clause d’insertion pourra entraîner l’application de pénalités ou la résiliation de l’accord-cadre au tort du titulaire dans les conditions définies par l’accord cadre.

Référence de la CONSULTATION N°26363

Accord-Cadre à bons de commandes

Pour la location et la maintenance de distributeurs de boissons chaudes et fontaine réseau eau froide

MARCHE par lots séparés ou lot unique

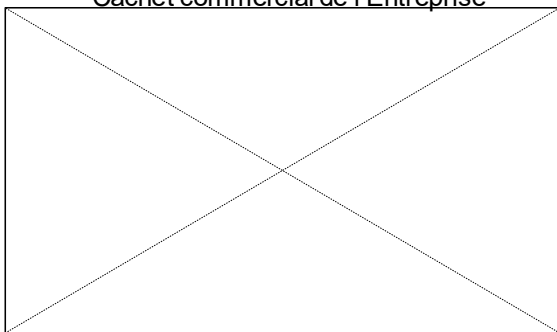
Lot(s) N° _____ (à renseigner par le candidat)

Désignation du lot _____ (à renseigner par le candidat)

ADRESSE DU DESTINATAIRE :

Maisons & Cités
DAJ - Service Commande publique
196, rue Ludwig Van Beethoven
59500 DOUAI

Cachet commercial de l'Entreprise*



A COLLER SUR L'ENVELOPPE
CONTENANT L'OFFRE

**A compléter obligatoirement*